

Déclaration du groupe de travail sur le désarmement de la WILPF en vue de la Conférence d'examen de 2026 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Le Groupe de travail sur le désarmement de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) exprime sa profonde préoccupation face à la situation mondiale actuelle, marquée par une escalade de la violence, des conflits armés, des génocides et des agressions militaires qui ignorent de plus en plus le droit international et les normes du multilatéralisme. Cette détérioration ne survient pas de manière isolée. Elle est le résultat d'années d'application sélective des cadres juridiques internationaux, précisément établis pour prévenir la guerre et protéger l'humanité. Les cadres de désarmement, de non-prolifération et de contrôle des armements, y compris le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, constituent des éléments centraux de cette architecture juridique internationale. Lorsque le droit international est affaibli, ignoré ou violé, les engagements en matière de désarmement et de sécurité humaine sont également compromis.

À ce moment critique, nous appelons tous les États parties au TNP à renouveler leur engagement envers la mise en œuvre complète du traité dans tous ses piliers : vous avez la responsabilité de léguer un monde sans armes nucléaires aux générations futures et de protéger les générations actuelles de la catastrophe des désastres nucléaires.

Dans le cadre du TNP, nous sommes préoccupées par l'absence de progrès significatifs ces dernières années. Le blocage des efforts de désarmement reflète et aggrave la crise plus large du multilatéralisme, tout en risquant de normaliser l'inaction et d'éroder la confiance dans le régime du Traité. Nous sommes particulièrement préoccupées par le développement de nouveaux types d'armes au sein de certains arsenaux nucléaires et par la possibilité que certains États envisagent de se retirer du Traité, de reprendre les essais nucléaires explosifs ou de favoriser la prolifération. Toutes ces actions vont à l'encontre de l'esprit et des obligations du TNP, notamment de l'article VI qui engage à mettre fin à la course aux armements nucléaires et à parvenir au désarmement nucléaire total. Par ailleurs, l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes de commandement, de contrôle et de communication nucléaires, ainsi que l'automatisation croissante de la guerre, introduisent des risques supplémentaires profondément inquiétants. Confier des décisions de vie ou de mort à des systèmes automatisés éloigne encore davantage les politiques nucléaires de la responsabilité démocratique et envers la vie.



D'un point de vue féministe, pacifiste et antimilitariste, ces évolutions sont particulièrement alarmantes. Le travail de terrain de WILPF, ainsi que le plaidoyer de Reaching Critical Will, ont constamment démontré que le militarisme, les doctrines de dissuasion et les courses aux armements ne produisent pas de sécurité, mais perpétuent la violence structurelle et aggravent les inégalités mondiales. Les recherches montrent que les impacts des armes nucléaires, tout au long de leur cycle de vie, sont profondément genrés. L'extraction d'uranium, tout comme les essais nucléaires, affectent de manière disproportionnée les peuples autochtones et les communautés locales, en particulier dans les territoires anciennement colonisés. En raison du genre, de la classe, de la race et d'autres facteurs, les personnes subissent souvent un accès inégal aux soins de santé, aux terres et aux ressources lorsque les communautés sont déplacées ou que les environnements sont contaminés. Les effets à long terme des radiations, la destruction des moyens de subsistance et la réaffectation des ressources publiques vers la militarisation plutôt que vers les besoins sociaux renforcent les inégalités de genre existantes. Ces impacts sont intersectionnels, façonnés par l'âge, la race, la classe, l'histoire coloniale et le statut de minoritaire au sein d'un territoire.

Pour ces raisons, nous appelons les États non seulement à respecter leurs obligations au titre du TNP, mais aussi à reconnaître que le désarmement nucléaire est une condition essentielle pour atteindre la justice de genre, la protection de l'environnement et l'instauration d'une paix durable, et donc à signer et ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, dont la structure ne limite pas mais complète le TNP.

Nous sommes également préoccupées par les obstacles à une participation significative dans les forums internationaux sur le désarmement. Les activistes, les représentant·es de la société civile et les chercheur·euses – en particulier celles et ceux du Sud global, ainsi que les femmes, les jeunes et les minorités – sont fréquemment confronté·es à des restrictions de visa et à des risques d'entrée lorsqu'ils et elles participent à des réunions organisées aux États-Unis. Ces obstacles mettent en péril l'inclusivité, la légitimité et la pleine mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Lorsque la participation est restreinte, les discussions risquent d'être dominées par les perspectives des États occidentaux et des communautés politiques, souvent façonnées par des paradigmes de sécurité militarisés. Ce déséquilibre reproduit des schémas historiques d'exclusion et de marginalisation. Il est essentiel de reconnaître que les régions les plus affectées par les armes nucléaires – par les essais, l'extraction d'uranium et la contamination – sont en grande partie celles qui ont été historiquement soumises à la domination coloniale, comme le reflète la répartition géographique des zones exemptes d'armes nucléaires et leur engagement de longue date en faveur du désarmement universel.



Pour cette raison, le Groupe de travail sur le désarmement de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) partage cette déclaration collective afin d'amplifier la diversité des voix féministes dans le processus du TNP, y compris celles des personnes actuellement affectées par les conflits armés. Nous pensons que les expériences, les savoirs et le leadership des femmes et des communautés affectées par le nucléaire doivent être au centre des discussions internationales sur le désarmement et la sécurité centrée sur les personnes.

À ce moment critique, nous appelons tous les États réunis lors de la Conférence d'examen du TNP à agir avec courage et responsabilité, et à :

- respecter leurs obligations au titre de tous les articles du TNP, en particulier l'article VI ;
 - reconnaître le désarmement nucléaire comme une condition essentielle pour la justice de genre, la protection de l'environnement et l'instauration d'une paix durable ;
 - garantir que les voix du Sud global et des communautés affectées soient au centre de toute discussion crédible sur la justice nucléaire ;
 - réaffirmer leur engagement envers le TNP dans tous ses piliers, ainsi que leur responsabilité de léguer un monde sans armes nucléaires aux générations futures ;
 - signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et commencer à y adhérer.
- Enfin, nous appelons les États dotés de l'arme nucléaire à adopter dès que possible des politiques de non-recours en premier à l'arme nucléaire.

L'existence continue des armes nucléaires est incompatible avec un monde fondé sur la paix, la durabilité de la vie, la justice globale, l'égalité et le soin des personnes et de la planète. Les mouvements féministes pour la paix ont depuis longtemps démontré que la sécurité des populations et de la planète ne peut être construite par la dissuasion, la domination ou la menace d'anéantissement. Elle doit au contraire reposer sur la coopération, les droits humains, la durabilité environnementale et le démantèlement de l'industrie militaire mondiale.



WILPF
WOMEN'S INTERNATIONAL
LEAGUE FOR PEACE & FREEDOM

*En savoir
plus ici!*

